

# Stratégie Nationale contre le Terrorisme

2023



GOBIERNO  
DE ESPAÑA

PRESIDENCIA  
DEL GOBIERNO

Traducción: Sophie Courgeon  
Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación

Catálogo de publicaciones de la Administración General del Estado  
<https://cpage.mpr.gob.es>

Edita:



© Autor y editor,

# STRATÉGIE NATIONALE contre le Terrorisme

## 2023

La Stratégie Nationale Contre le Terrorisme a été approuvée par le Conseil de Sécurité Nationale le 19 mars 2024.

Le Ministère de l'Intérieur, par le biais du Centre d'Intelligence contre le Terrorisme et le Crime Organisé, a été le responsable de coordonner sa réalisation.

Les institutions suivantes ont été impliquées dans le processus d'élaboration du présent document : le Ministère des Affaires Étrangères, de l'Union Européenne et de la Coopération, le Ministère de la Présidence, de la Justice et des Relations avec le Parlement, le Ministère de la Défense, le Ministère de l'Intérieur, le Secrétariat d'État pour la Communication et le Département de la Sécurité Nationale.

Les contributions des Communautés et Villes Autonomes dans le cadre de la Conférence Sectorielle pour les Affaires de la Sécurité Nationale, des victimes du terrorisme, ainsi que celles d'un groupe d'experts représentant le domaine universitaire, ont été prises en considération.

## PROLOGUE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Notre Constitution consacre le droit à la liberté et à la sécurité. Fort de cette haute responsabilité et profondément animé par un esprit de service public, le ministère de l'Intérieur déploie des efforts constants pour combattre les graves menaces qui pourraient compromettre le vivre-ensemble pacifique de notre société et déstabiliser l'État tout entier.

Parmi les menaces auxquelles nous sommes confrontés, il en est une qui revêt une importance particulière : le terrorisme. Phénomène complexe et en constante évolution, il exige toute l'attention des responsables publics et des professionnels de la sécurité. C'est pourquoi, nécessité oblige, nous œuvrons à l'amélioration des mécanismes de lutte pour faire face à ce défi, en optimisant la capacité de prévention et de réaction de l'État et en développant ressources et capacités.

Les victimes du terrorisme sont notre référence morale et éthique. Ce sont elles qui nous inspirent à continuer à travailler sans relâche à l'amélioration de la lutte contre le terrorisme, sous toutes ses formes. Nous savons que l'état de droit peut vaincre le terrorisme et notre douloureuse expérience nous a appris combien l'on pouvait être efficace lorsqu'on prend l'initiative face aux terroristes, lorsqu'on mobilise toutes les capacités nécessaires, celles de l'État, mais aussi celles de la société tout entière, pour atteindre ce but.

Prendre l'initiative et apporter une réponse intégrale et collaborative est essentiel. Cette Stratégie nationale contre le terrorisme est un instrument qui permet de construire une telle réponse, offrant un véritable cadre politique et stratégique pour articuler la lutte contre le terrorisme et les extrémismes violents au sein de notre système de sécurité nationale.

Près de cinq ans se sont écoulés depuis la publication de la stratégie précédente et, du fait de l'expansion internationale du terrorisme dans certaines régions, des changements survenus sur l'échiquier géostratégique mondial et du développement technologique, entre autres facteurs, il est apparu pertinent de l'actualiser et de l'aligner sur la Stratégie de sécurité nationale 2021, ainsi que sur les stratégies des organisations internationales

## PROLOGUE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

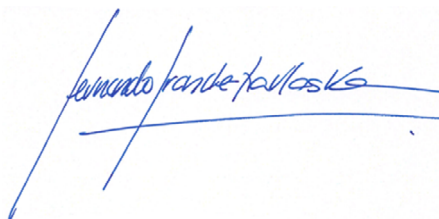
dont l'Espagne est membre, notamment l'Union européenne et les Nations Unies.

Cette nouvelle Stratégie nationale contre le terrorisme est le fruit des travaux du Comité spécialisé contre le terrorisme, en sa qualité d'organe consultatif du Conseil de sécurité nationale. Elle entend donner un nouvel élan à la lutte contre le terrorisme et inspirer, tout en facilitant leur articulation, les plans d'action actuels et futurs, leurs développements et leur mise en œuvre opérationnelle. Pour ce faire, elle conserve la structure en quatre piliers, désormais consolidée, définie dans la stratégie précédente : prévenir, protéger, poursuivre et préparer la réponse.

L'objectif final de cette stratégie est de neutraliser la menace terroriste qui vise les citoyens et les intérêts espagnols, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières, tout en réduisant la vulnérabilité de la société et en faisant face aux processus de radicalisation qui conduisent à l'extrémisme violent et au terrorisme.

S'il est une chose que nous dit notre expérience en matière de lutte contre le terrorisme, c'est que nous ne devons ni ne pouvons baisser la garde. La violence terroriste est un phénomène prioritaire, et il incombe aussi à la société dans son ensemble de lui faire front. Voilà pourquoi cette stratégie, comme celle qui l'a précédée, revêt un caractère public, parce qu'elle s'adresse, elle aussi, à l'ensemble des citoyens.

Comme disait Cicéron, « l'évidence est la démonstration la plus décisive ». Ce document est effectivement la démonstration de notre attachement clair, profond et inébranlable aux valeurs et à la sécurité de la société dans laquelle nous vivons.



Fernando Grande-Marlaska Gómez

Ministre de l'Intérieur



# RÉSUMÉ

<b>Résumé .....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre 1.....</b>	<b>12</b>
<b>Mise à jour de la Stratégie nationale contre le terrorisme .....</b>	<b>12</b>
<b>Chapitre 2.....</b>	<b>18</b>
<b>La menace du terrorisme et de l'extrémisme violent ...</b>	<b>18</b>
Une stratégie qui s'adapte à l'évolution de la menace .....	18
Défis actuels du terrorisme et de l'extrémisme violent.....	19
L'augmentation de la menace des acteurs isolés.....	21
Acteurs isolés et santé mentale .....	22
Le phénomène des combattants terroristes étrangers (CTE) en Espagne .....	22
La propagande : un outil pour transmettre les idéologies violentes.....	24
L'augmentation des extrémismes violents pouvant mener au terrorisme	24
Les risques en milieu pénitentiaire.....	25
Contexte géostratégique.....	26
Objectifs .....	28
<b>Chapitre 3.....</b>	<b>30</b>
<b>Une Espagne sûre et résiliente face au terrorisme .....</b>	<b>30</b>
Position de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme.....	31
Capacités renforcées par la lutte contre le terrorisme.....	32

Opérations et arrestations pour terrorisme en Espagne.....	32
Accord pour renforcer l'unité dans la défense des libertés et la lutte contre le terrorisme .....	33
Protection intégrale des victimes du terrorisme .....	33
Financement du terrorisme .....	34
Prévention et lutte contre la radicalisation .....	34
Neutralisation de la propagande sur les réseaux sociaux et internet.....	35
Collaboration internationale.....	36
Opérations et arrestations à l'étranger.....	37
Collaboration citoyenne .....	37
Traitement et évaluation du risque de radicalisation dans les prisons.....	38
<b>Chapitre 4.....</b>	<b>40</b>
<b>Objectif, principes, mission et vision .....</b>	<b>40</b>
Objectif stratégique .....	40
Principes .....	41
Mission.....	42
Vision .....	43
<b>Chapitre 5.....</b>	<b>44</b>
<b>Piliers, axes stratégiques et lignes d'action.....</b>	<b>44</b>
PRÉVENIR.....	45
PROTÉGER.....	50
POURSUIVRE .....	52
PRÉPARER.....	54
<b>Dernier chapitre.....</b>	<b>58</b>
<b>La lutte contre le terrorisme dans le cadre du     Système de sécurité nationale (SSN) .....</b>	<b>58</b>
Gestion des crises.....	61
Validité et mise à jour.....	63



## Résumé

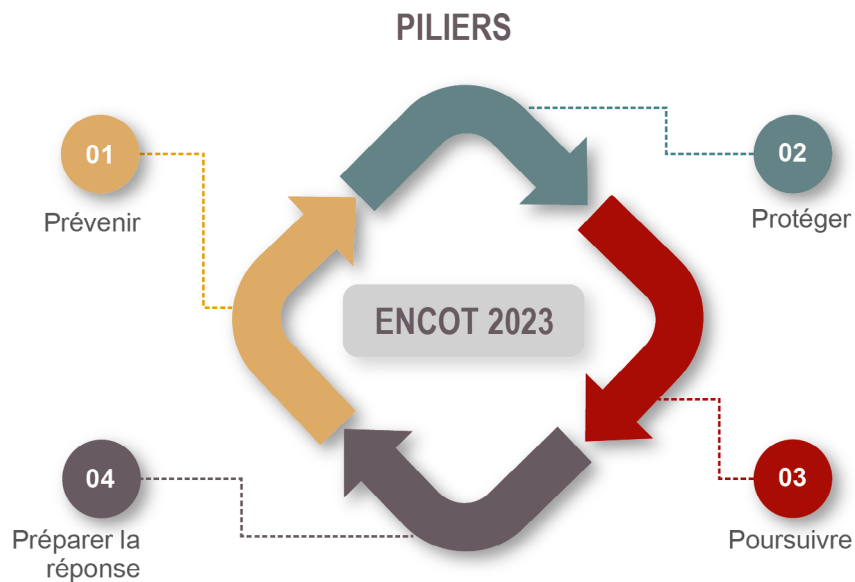
La Stratégie nationale contre le terrorisme (ENCOT, selon le sigle espagnol) est une composante de notre système de sécurité nationale. Elle constitue le cadre politique et stratégique de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

L'ENCOT-2023 est le résultat d'une mise à jour de l'ENCOT-2019, qui tient compte de l'évolution de la menace terroriste et du nouveau cadre établi par la Stratégie de sécurité nationale approuvée en décembre 2021 (ESN-2021, selon le sigle espagnol). Plusieurs modifications ont ainsi été apportées :

- Le nombre d'axes stratégiques et de lignes d'action est réduit par rapport au texte précédent.
- Afin de s'aligner sur l'ESN-2021, les domaines d'action, autour desquels s'articulait la structure de la version précédente, disparaissent.
- Une attention particulière est portée aux risques et aux menaces visés dans l'ESN-2021.



- La nouvelle structure s'inspire des stratégies adoptées par les organisations internationales dont l'Espagne est membre, la Stratégie de l'UE visant à lutter contre le terrorisme et la Stratégie antiterroriste des Nations Unies demeurant les modèles de référence. Le texte développe une approche intégrée de la politique de sécurité nationale et s'articule autour d'une structure en quatre piliers : prévenir; protéger; poursuivre et préparer la réponse. Chaque pilier définit un objectif général, qui se décline en axes stratégiques et en lignes d'action.



Fidèle aux valeurs de la Constitution espagnole, l'ENCOT-2023 contribue à promouvoir les conditions qui garantissent la liberté, l'égalité et la sécurité de l'ensemble de la société, des citoyens et des institutions, dans le respect absolu des droits humains et de l'exercice des libertés publiques.

Si les institutions de l'État sont tenues de veiller à la sécurité et à la protection maximales de la société, cette dernière est elle aussi appelée à s'engager dans la

lutte antiterroriste. C'est pourquoi la mise à jour de la Stratégie nationale contre le terrorisme est un document public qui s'adresse à tous les citoyens.

Inspirée par les principes de transparence et de communication publique, guidée par la volonté d'impliquer la société tout entière et mue par un souci d'intégration des efforts, l'ENCOT-2023 entend encourager la coopération entre les administrations publiques et le secteur privé, dans un esprit semblable à celui qui anime les stratégies antiterroristes de nos partenaires et alliés.

Elle reconnaît le soutien aux victimes du terrorisme et leur prise en charge intégrale et permanente, dans le respect de leur dignité et de leur mémoire.

L'impact des menaces globales et l'évolution du terrorisme nous obligent à adapter constamment les capacités de lutte contre le terrorisme et contre l'extrémisme violent. Le développement technologique a élargi l'accès des groupes terroristes à de nouvelles ressources et accru leurs capacités de financement, de recrutement, de propagande et de radicalisation.

L'ENCOT-2023 a en principe une durée initiale de cinq ans, à moins que les événements ou les circonstances ne justifient sa modification, conformément aux instructions du Comité spécialisé contre le terrorisme, rattaché au Conseil de sécurité nationale.

### **L'ENCOT-2023 est composée de six chapitres.**

1. Le premier chapitre, intitulé « Mise à jour de la stratégie nationale contre le terrorisme », offre une analyse des raisons qui ont motivé la mise à jour de l'ENCOT-2019 et une présentation des principaux éléments qui la structurent.
2. Le deuxième chapitre, « La menace du terrorisme et de l'extrémisme violent », analyse l'évolution du phénomène terroriste et des extrémismes violents et expose la position de l'Espagne vis-à-vis de ces menaces.
3. Le troisième chapitre, « Une Espagne sûre et résiliente face au terrorisme », décrit les actions et les mesures mises en œuvre dans notre pays afin de réduire les risques et les menaces associés au terrorisme et aux extrémismes violents.

4. Le quatrième chapitre, « Objectif, principes, mission et vision » définit l'objectif général de la Stratégie nationale contre le terrorisme et précise quels sont les principes qui la guident, sa mission et sa vision.
5. Le cinquième chapitre, « Piliers, axes stratégiques et lignes d'action », est consacré aux objectifs spécifiques de chacun des quatre piliers sur lesquels repose l'action concertée de l'État, ainsi qu'aux axes stratégiques et aux lignes d'action qui doivent permettre la réalisation de ces objectifs.
6. Le dernier chapitre, « La lutte contre le terrorisme dans le cadre du système de sécurité nationale (SSN) », décrit la manière dont la Stratégie nationale contre le terrorisme s'articule au sein du système de sécurité nationale.



# Chapitre 1

## Mise à jour de la Stratégie nationale contre le terrorisme

*Ce chapitre offre une analyse des raisons qui ont motivé la mise à jour de l'ENCOT-2019 et une présentation des principaux éléments qui la structurent.*

La mise à jour de la Stratégie nationale contre le terrorisme est un processus continu, qui requiert une évaluation permanente des risques et des menaces, une connaissance actualisée des méthodologies existantes, une collaboration interinstitutionnelle et une politique de communication et de diffusion claire et efficace.

Ce processus répond aux changements et à l'évolution du phénomène terroriste et vise à assurer la sécurité et la résilience de l'Espagne, à protéger la vie des personnes, leurs droits et leurs libertés, et à préserver l'ordre constitutionnel.

**C'est pour ces raisons que, le 21 juin 2022, le Conseil de sécurité nationale a approuvé la procédure pour l'élaboration d'une nouvelle Stratégie nationale contre le terrorisme.**

Ce processus d'adaptation et d'évolution remonte à la première stratégie contre le terrorisme adoptée dans notre pays, la « Stratégie intégrale contre le terrorisme international et la radicalisation » (EICTIR, selon le sigle espagnol). Depuis son adoption, en 2012, de nouveaux documents ont été régulièrement élaborés afin d'anticiper aussi bien le phénomène du terrorisme que celui de la radicalisation violente et, partant, de faire face à l'évolution de ces fléaux. Cette approche nous a également conduits à soumettre toutes les stratégies mises en œuvre à des évaluations périodiques, en vue de déterminer le degré de réalisation des objectifs fixés et d'optimiser la distribution des ressources et la concentration des efforts.

La Stratégie nationale contre le terrorisme de 2019 (ENCOT-2019) a été le fruit de cette évolution. Pour la première fois, un tel document faisait l'objet d'une diffusion publique et impliquait l'ensemble de la société en tant qu'acteur majeur de la lutte contre le terrorisme, une implication que la nouvelle Stratégie nationale contre le terrorisme (ENCOT-2023) entend définitivement normaliser.

La Stratégie nationale contre le terrorisme est donc conçue comme un document dynamique, susceptible d'être adapté aux menaces changeantes ainsi qu'à l'évolution des tactiques terroristes et de la menace liée aux pratiques des différents groupes et acteurs de l'extrémisme violent. Divers facteurs concourent à cette évolution, notamment la détérioration de la sécurité mondiale, le retour des combattants terroristes étrangers (CTE), les actes des acteurs isolés, la propagande terroriste et extrémiste ou encore les processus de radicalisation à l'œuvre dans les prisons.

On peut ainsi constater que le terrorisme et ses acteurs:

- continuent, majoritairement, d'avoir une orientation djihadiste;

- ont de plus en plus recours à des technologies avancées, y compris les drones, la cryptographie et les réseaux sociaux, ce qui leur permet de poursuivre leurs activités de recrutement et de radicalisation, de communiquer entre eux et de coordonner leurs actions avec une facilité et une efficacité accrues;
- disposent d'une structure plus décentralisée et diffuse, d'où une plus grande difficulté à les identifier et à démanteler leurs réseaux;
- ont adopté une approche de plus en plus axée sur des cibles molles;
- soutiennent l'action des acteurs isolés, des personnes sans lien avec une organisation quelconque et atteintes de troubles mentaux.

Par ailleurs, le nouveau cadre géostratégique est à l'origine de menaces et d'enjeux qui ont également des répercussions sur la sécurité internationale. La recrudescence des tensions géopolitiques, une connectivité croissante, la révolution technologique incessante ou encore les dynamiques de polarisation sociale sont autant de vecteurs de transformation de l'environnement mondial qui façonnent le phénomène terroriste auquel nous sommes confrontés.

L'ENCOT-2023 s'aligne sur la Stratégie de sécurité nationale et sur les stratégies de même ordre adoptées par les organisations internationales dont l'Espagne est membre, et elle intègre des mesures et des accords mis en œuvre par ces organisations. Depuis l'approbation de l'ENCOT-2019, de nouvelles mesures et de nouveaux instruments ont été mis en place au sein de l'Union européenne (UE), des Nations Unies (ONU), de l'OTAN et du Conseil de l'Europe (CE) pour faire face à la menace du terrorisme et de la radicalisation violente.

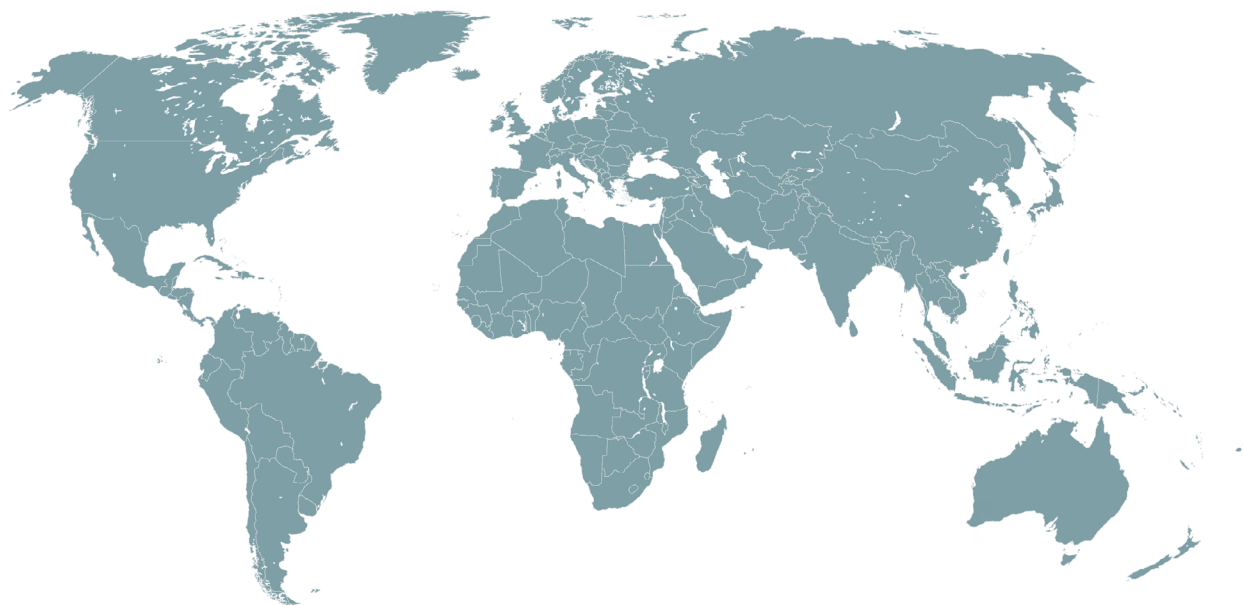
Sur cette période, l'UE a développé un cadre réglementaire et législatif qui élargit l'éventail des réponses, ainsi que des mesures de prévention et de protection des citoyens de l'Union ; elle a réaffirmé l'importance du dialogue avec les pays tiers et les organisations internationales en matière antiterroriste ; elle a renforcé ses partenariats stratégiques et la coopération multilatérale dans ce domaine. En outre, elle a continué de mettre en place de nouveaux instruments de lutte contre le terrorisme et de déployer les mesures politiques et opérationnelles qui s'avèrent pertinentes et nécessaires, afin de mieux anticiper et prévenir la menace et de mieux protéger et

réagir face au terrorisme, en plaçant toujours les principes des droits humains et de l'état de droit au cœur de son action.

L'UE a défini des zones prioritaires, à savoir des régions qui doivent faire l'objet d'une attention particulière : les Balkans occidentaux, le nord de l'Afrique, le Proche-Orient, la région du Sahel et la Corne de l'Afrique.

Elle a aussi élaboré des plans d'action pour des régions concrètes, comme le Plan d'action pour la lutte contre le terrorisme en Afghanistan.

Ce plan prévoit l'adoption de mesures afin d'empêcher ce pays de devenir un refuge et une base pour les terroristes, avec un renforcement des contrôles à l'entrée de l'UE et une intensification des échanges systématiques d'informations et de renseignements stratégiques entre les États membres et avec différentes organisations ou institutions internationales.



Par ailleurs, l'UE continue d'impulser le rôle de son réseau d'experts en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme et d'encourager les travaux sur les sources de financement du terrorisme ou l'utilisation d'internet et des nouvelles technologies à des fins terroristes.

Dans le domaine de la cybersécurité, l'UE a développé des lignes directrices et des règlements qui visent à empêcher et à combattre la diffusion de contenus terroristes. La nouvelle Stratégie de cybersécurité de l'UE a jeté les bases pour la création de capacités collectives qui permettront de répondre aux principales cyberattaques, en encourageant la collaboration avec les partenaires et les alliés afin de garantir la sécurité internationale et la stabilité au sein du cyberespace.

Par ailleurs, dans le cadre de la coopération entre l'UE et le Conseil de l'Europe, il convient de signaler l'adoption par ce dernier de sa nouvelle Stratégie de lutte contre le terrorisme pour 2023-2027. Ce texte invite à redoubler d'efforts pour combattre les manifestations du terrorisme, ses causes profondes et ses éléments déclencheurs, et à faire ainsi face aux enjeux que représentent la menace croissante de l'extrémisme violent en Europe, l'utilisation des nouvelles technologies pour le recrutement et la formation de terroristes ou encore les violations des règles des conflits armés.

Nous ne saurions conclure cette brève présentation, qui entend refléter l'importance accordée à la lutte antiterroriste au sein des principales organisations internationales dont l'Espagne est membre, sans rappeler que, lors du sommet de Madrid de juin 2022, l'OTAN a adopté par consensus son nouveau concept stratégique, qui contient cette affirmation : « le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, est la menace asymétrique la plus directe pour la sécurité de nos concitoyens ainsi que pour la paix et la prospérité internationales ».

En outre, eu égard au rôle de l'Espagne, qui a copiloté la rédaction de la résolution correspondante, il convient de souligner l'adoption du septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui aborde la lutte contre le terrorisme dans le cadre d'une approche globale. Cette stratégie reconnaît que la menace terroriste mondiale ne se limite pas au Proche-Orient et qu'elle étend son influence en Europe, en Afrique et en Asie. Elle constate également l'émergence de nouvelles menaces terroristes, avec des racines idéologiques et politiques diverses, auxquelles nous devons faire face pour garantir les droits des citoyens.



Toujours dans le cadre de l'ONU et de l'architecture antiterroriste institutionnelle, il ne faut pas oublier de mentionner l'ouverture à Madrid, en juin 2023, d'une nouvelle représentation du Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT/UNOCT), dont l'une des missions est de faire connaître les activités menées par l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre le terrorisme.





## Chapitre 2

### La menace du terrorisme et de l'extrémisme violent

*Ce chapitre est consacré à l'analyse de l'évolution du phénomène terroriste et de l'extrémisme violent ainsi qu'à la position adoptée par l'Espagne vis-à-vis de ces menaces.*

#### Une stratégie qui s'adapte à l'évolution de la menace

L'ENCOT-2019, la première stratégie antiterroriste espagnole mise à disposition du public, a permis d'aborder la lutte contre le phénomène du terrorisme de manière

globale, tout en renforçant la collaboration et la coopération entre les différents acteurs de la sécurité et en améliorant la lutte contre l'extrémisme violent.

Cette mise à jour de l'ENCOT-2019 recueille les principes établis dans la Stratégie de sécurité nationale de 2021 concernant la nécessité de réduire la vulnérabilité de la société à ce phénomène, de neutraliser la menace des actions terroristes à l'encontre des citoyens et des intérêts de l'Espagne, sur son territoire et à l'étranger; et de prévenir les processus de radicalisation qui conduisent à l'extrémisme violent. À cet effet, la société, les forces et corps de sécurité, les services de renseignements et les forces armées en missions internationales contre le terrorisme doivent travailler conjointement.

## **Défis actuels du terrorisme et de l'extrémisme violent**

Le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, figure parmi les plus graves menaces qui planent sur l'Espagne et ses citoyens, en raison de sa nature asymétrique et transnationale. Le terrorisme actuel est le résultat d'une évolution progressive vers des structures plus décentralisées et fragmentées, avec des groupes plus modestes et des structures moins hiérarchiques opérant dans de nombreux pays.

Les combattants terroristes étrangers (CTE) représentent un risque toujours plus grand pour la sécurité nationale et la stabilité internationale dans la mesure où ils peuvent revenir dans leur pays d'origine ou de résidence. Cette problématique est commune à l'ensemble de l'Union européenne. En effet, il faut tenir compte des dangers associés à l'entraînement et à l'endoctrinement que les CTE ont pu recevoir et subir; aux attaques qu'ils pourraient mener sur notre territoire, à leur capacité de recruter de nouveaux terroristes, ainsi qu'aux liens qu'ils pourraient entretenir avec des organisations terroristes.

La radicalisation en milieu pénitentiaire est également un sujet d'inquiétude croissant partout dans le monde. Les établissements pénitentiaires peuvent constituer, dans certains cas, un terreau fertile pour la radicalisation de détenus ayant vécu des expériences comparables et qui s'avèrent être des cibles toutes désignées pour l'extrémisme violent et la radicalisation qui mène au terrorisme.

La propagande terroriste et extrémiste est en constante évolution. Elle s'adapte aux nouvelles technologies et aux nouvelles méthodologies dans le but d'atteindre un public plus large, plus jeune et plus vulnérable, et d'obtenir ainsi un plus fort impact sur la radicalisation des individus. Les plateformes de messagerie cryptées, les techniques d'intelligence artificielle et les réseaux sociaux sont ainsi mis à profit.

Les réseaux sociaux et les nombreuses plateformes qui n'arrêtent pas de fleurir sur internet constituent pour les groupes terroristes et extrémistes violents des moyens toujours plus efficaces pour recruter et radicaliser de nouveaux membres.

Les attaques de « loups solitaires », menées par des individus isolés ou par des groupuscules, sont particulièrement complexes à détecter et à désactiver.

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent se joue aussi sur le plan économique. Les groupes extrémistes explorent en permanence différentes sources de financement pour mener leurs activités, parmi lesquelles le financement participatif, les actifs virtuels, les nouvelles plateformes financières, le trafic de drogues, le trafic d'armes et les enlèvements.

Les groupes terroristes et extrémistes violents font usage de nouvelles techniques et de nouvelles méthodologies d'attaque qui sont difficiles à prévenir. Les liens avec le crime organisé, l'utilisation de drones ou la cyberdélinquance ne peuvent être combattus qu'au moyen de stratégies actualisées et revues en permanence.

Freiner l'usage à des fins illicites des différentes avancées technologiques telles que l'intelligence artificielle, la cryptographie quantique et la réalité virtuelle constitue un défi sans cesse renouvelé.

Ainsi, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent est une menace à multiples facettes. Une réponse coordonnée et efficace de la communauté internationale, qui tienne compte des différents facteurs à l'origine de la radicalisation et de la violence, est donc nécessaire pour prévenir et combattre ces phénomènes.

## L'augmentation de la menace des acteurs isolés

La menace des acteurs isolés a augmenté ces dernières années, notamment à cause des facteurs suivants :

- Accès à la propagande extrémiste en ligne. L'accès immédiat et simple à l'information radicalisée via internet et les réseaux sociaux favorise la radicalisation des individus sans qu'ils aient besoin pour cela d'appartenir à un groupe terroriste établi.
- Détection difficile. Ces loups solitaires peuvent être difficiles à identifier car ils agissent seuls ou au sein d'une petite cellule sans liens directs avec des organisations terroristes établies.
- Recours à toutes sortes de dispositifs pour perpétrer les attaques.

Malgré le fait qu'il n'existe pas de profil unique permettant de définir clairement les acteurs isolés, l'analyse des cas européens fournit des indications très précieuses sur l'ampleur de la menace que représente ce type d'activité terroriste, sur ses manifestations les plus probables, ainsi que sur les activités et les comportements des acteurs isolés, en particulier juste avant une attaque.

Pour faire face à cette menace, des mesures de prévention et de sécurité doivent être prises, telles que l'identification précoce des processus et des agents de radicalisation ou le retrait de contenus terroristes sur internet afin d'en empêcher l'accès. En outre, il est important d'effectuer un travail de pédagogie et de sensibilisation au sein de la société concernant la menace que représentent les acteurs isolés, et de promouvoir la tolérance et l'inclusion dans le but de prévenir la radicalisation.

## Acteurs isolés et santé mentale

Les initiatives et les recherches menées dans le cadre de l'identification de possibles liens entre la santé mentale et la radicalisation sont devenues des priorités dans les stratégies de lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation violente, aussi bien au niveau de l'UE qu'au niveau international.

Les conclusions tirées par les spécialistes soulignent, entre autres, l'impossibilité d'établir des liens directs entre troubles mentaux et radicalisation violente même si la présence de certaines maladies mentales peut toutefois constituer un facteur de vulnérabilité, qui se révèle prédominant chez les acteurs isolés. L'isolement social, en tant que facteur de risque ajouté, est une circonstance qui revêt une importance particulière s'agissant de ces individus.

## Le phénomène des combattants terroristes étrangers (CTE) en Espagne

Depuis le début du conflit en Syrie en 2011, un nombre significatif d'individus d'origine espagnole ou résidant en Espagne se sont unis à des groupes terroristes tels que Daech et Al-Qaïda.

Ce phénomène constitue une menace pour la sécurité nationale et une préoccupation majeure pour les autorités espagnoles, qui s'inquiètent en particulier CTE qui reviennent. En effet, de par leur présence active dans des zones de conflit, ceux-ci ont pu acquérir un savoir-faire opérationnel significatif, une expérience non négligeable dans le maniement des armes, des contacts ainsi que des connaissances liées aux itinéraires et aux agents facilitateurs ; il se peut même qu'ils aient assumé des fonctions de commandement. À leur retour, ils deviennent donc des acteurs essentiels de la radicalisation et la possibilité qu'ils commettent par la suite des actes terroristes est bien réelle.

L'Espagne a adopté les mesures opportunes pour contrôler ce phénomène en élaborant une liste unique commune des CTE, gérée par le Centre des renseignements contre le terrorisme et le crime organisé (CITCO, selon le sigle espagnol), en mettant à jour les mesures de contrôle policier et judiciaire nécessaires et en partageant les données via les canaux habituels d'échange d'informations.

Le cadre législatif espagnol prévoit une batterie de mesures destinées à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui encouragent la coopération internationale et renforcent les procédures de contrôle et de surveillance aux points d'entrée et de sortie du pays.

Le rapatriement de femmes et d'enfants se trouvant dans des camps de réfugiés ou en prison dans des zones de grande prévalence terroriste est un autre facteur à prendre en compte dans le cadre du phénomène des CTE. Les politiques européennes de retour de femmes et d'enfants se trouvant dans ces zones de conflit ont été sujettes à débat à cause de la complexité de la situation dans ces régions et des préoccupations actuelles en matière de sécurité. Malgré tout, l'UE a admis qu'il était nécessaire d'aborder cette question et plusieurs programmes ont été mis en marche pour favoriser le retour de ces personnes.

L'UE a pris, entre autres, les mesures suivantes : identification et enregistrement des ressortissants européens se trouvant dans ces régions, collaboration avec les pays d'origine pour que le rapatriement se fasse plus aisément, garantie d'accès à l'assistance sanitaire et psychologique, mise en place de programmes de réintégration socio-professionnelle pour les personnes rapatriées.

L'UE a exhorté les pays membres à prendre des mesures pour faciliter le retour sûr et volontaire des rapatriés dans leur pays d'origine. À cet effet, des mécanismes de coordination et de coopération entre les pays membres, les autorités locales des régions concernées et les organisations internationales, ont été mis en place.

Pour autant, le rapatriement de ces personnes reste à l'heure actuelle un sujet complexe et délicat. De nombreux États membres de l'UE ne cachent pas leurs réticences à accepter leurs ressortissants quand ceux-ci ont rejoint des groupes extrémistes dans ces régions.

L'Espagne, quant à elle, a mis en place des dispositifs de rapatriement de femmes et d'enfants qui se trouvaient dans des camps de réfugiés dans certains des pays les plus touchés par le terrorisme. Ces dispositifs garantissent le bien-être et la protection de ces personnes et prévoient un soutien psychologique et social afin de faciliter leur intégration dans la société et de prévenir leur possible radicalisation ou celle de leur entourage.

## **La propagande : un outil pour transmettre les idéologies violentes**

La propagande a servi à diffuser les idéologies violentes au cours de l'Histoire et elle joue un rôle clé dans la stratégie des organisations terroristes qui l'utilisent pour radicaliser leurs sympathisants et les encourager à passer à l'action. Cette propagande vise à diffuser un message et à attirer des adeptes, en justifiant et en encourageant l'usage de la violence comme moyen pour atteindre les objectifs recherchés.

Les groupes terroristes et extrémistes utilisent la propagande pour attirer des personnes en situation de vulnérabilité, en prônant une vision déformée de la réalité dans laquelle la violence et l'extrémisme sont la seule manière d'obtenir des changements significatifs. La propagande crée un sentiment d'appartenance et de camaraderie entre les membres d'un groupe, ce qui peut être particulièrement attirant pour des individus marginalisés par la société ou en situation d'exclusion. Ainsi, il est essentiel de promouvoir des stratégies qui développent un contre-discours et encouragent les alternatives pacifiques et constructives pour résoudre les situations qui posent problème.

## **L'augmentation des extrémismes violents pouvant mener au terrorisme**

L'augmentation des extrémismes et des idéaux radicaux, et des risques de passage à l'action sous la forme d'attaques terroristes, violentes, racistes ou xénophobes, entre autres, est un phénomène inquiétant à l'échelle mondiale

En outre, les idéaux radicaux extrémistes, violents, négationnistes et anti-systèmes nient les preuves scientifiques, historiques ou politiques et créent un climat de méfiance envers les institutions.

En tout état de cause, les mouvements extrémistes violents cherchent à imposer leur vision du monde par des moyens illégitimes et antidémocratiques, ce qui représente une menace pour la sécurité et le bien-être de la société.



Plusieurs facteurs ont contribué à augmenter cette menace :

- La polarisation induite par la crise économique, sanitaire, sociale, énergétique et migratoire ainsi que la défiance croissante envers les institutions peuvent conduire à une montée en puissance des idéologies extrêmes ou radicales, particulièrement chez les jeunes.
- La discrimination, le racisme et le sentiment d'injustice favorisent également la recrudescence des idéologies extrêmes ou radicales, particulièrement parmi les groupes marginalisés ou en situation d'exclusion.
- La propagande et la désinformation sont des vecteurs de diffusion et de transmission de ce type d'idéologies, en particulier sur les réseaux sociaux et sur internet de manière générale.

## Les risques en milieu pénitentiaire

Les prisons font l'objet d'une surveillance et d'un suivi prioritaire, aussi bien en Espagne que dans les autres pays de l'UE. En effet, le milieu carcéral est un terreau fertile pour les personnes radicalisées qui cherchent à faire du prosélytisme, à radicaliser et à recruter des individus enclins à l'usage de la violence, ou plus particulièrement prédisposés aux idéologies extrémistes et violentes et à la radicalisation, ce qui les mène, à terme, au terrorisme.

En Espagne, depuis l'entrée en vigueur de l'ENCOT-2019 et grâce à l'action antiterroriste menée par les forces et corps de sécurité, de nombreux individus ont été incarcérés pour des faits de terrorisme djihadiste. Nombre d'entre eux sont sortis de prison après avoir purgé leur peine et continuent à faire l'objet d'un régime de liberté surveillée. Pendant cette période et à la suite de la mise en œuvre de la stratégie pénitentiaire dans le cadre de la prévention et de la détection des processus de radicalisation, des protocoles de contrôle et de suivi ont été activés pour les détenus de droit commun ayant montré des signes de radicalisation, de manière active ou passive.

## Contexte géostratégique

La dimension territoriale de l'Espagne s'inscrit dans un cadre géographique qui transcende la péninsule, les îles, les rochers et les villes autonomes de Ceuta et Melilla, voire son importante zone maritime. La géographie et l'Histoire confèrent à notre pays le statut de pays européen, méditerranéen et atlantique. En outre, l'Espagne s'affirme aux yeux du monde comme un fervent défenseur de la paix et de la sécurité internationales.

*« Notre situation géographique nous place dans une position privilégiée et, en même temps, dans un contexte qui n'est pas exempt de difficultés et de risques. »*

La principale menace terroriste qui pèse sur notre pays demeure celle des organisations terroristes djihadistes, principalement Daech et Al-Qaïda. Actuellement, leurs efforts stratégiques en Occident se focalisent sur les appels lancés à l'intention de leurs partisans pour que ceux-ci mènent des actions terroristes individuelles.

Par ailleurs, on continue de considérer que Daech et Al-Qaïda ont l'intention de mener des actions d'une certaine ampleur en Europe, pour lesquelles ils pourraient s'appuyer sur des combattants terroristes étrangers revenus de zones de conflit, ainsi que sur des membres appartenant à leurs divers groupes régionaux et cellules locales.

Le Sahel, la Corne de l'Afrique et le Golfe de Guinée sont les principales régions de l'Afrique subsaharienne où la violence terroriste a augmenté de manière exponentielle. Selon les cas, d'autres circonstances viennent s'ajouter et provoquent une instabilité croissante dans ces régions : crises de gouvernance, violences interethniques ou urgences humanitaires.

La crise multidimensionnelle au Sahel a des répercussions inévitables sur la stabilité de la région et, de manière directe sur les intérêts nationaux de l'Espagne, notamment en ce qui concerne la menace terroriste et l'augmentation des flux migratoires irréguliers qui peuvent être exploités par des éléments terroristes pour masquer leurs mouvements. Ainsi, l'Espagne considère que les efforts déployés au titre de la lutte antiterroriste dans cette région doivent se concentrer sur des missions de formation visant à préparer les forces armées et de sécurité locales à endiguer le terrorisme, ainsi que sur l'amélioration des systèmes de contrôle migratoire.

La lutte contre le terrorisme au Maghreb, qui a des répercussions directes sur notre sécurité et sur nos intérêts dans la région, est une priorité pour l'Espagne et représente ainsi l'un des grands défis en la matière. Les liens existants entre le crime organisé et le terrorisme favorisent le développement et l'expansion du phénomène djihadiste car ils permettent aux filiales africaines de Daech et Al-Qaïda de se procurer des moyens logistiques, des armes et de la formation.

Ainsi, la situation sécuritaire au Maghreb continue d'être l'un des facteurs ayant le plus d'influence sur le niveau de menace terroriste en Espagne et sur nos intérêts dans cette région. En outre, plusieurs éléments contribuent à alimenter cette menace, notamment les liens étroits entre djihadistes maghrébins et personnes résidant dans notre pays, ainsi que le pourcentage élevé de CTE et de terroristes provenant de cette région incarcérés en Espagne.

Par ailleurs, les connexions ponctuelles détectées entre les djihadistes et les réseaux de passeurs, surtout dans la région de la Méditerranée centrale, augmentent le risque de voir des combattants rentrer dans leur pays d'origine et d'autres terroristes et individus fortement radicalisés pénétrer sur le territoire européen.

La collaboration et la coopération européennes et internationales en matière de sécurité dans la région constituent donc les principaux outils permettant de contrer et d'endiguer l'augmentation de cette menace.

La complexité de la situation afghane mérite de s'y arrêter. En effet, après le départ des troupes américaines, le mouvement taliban a repris le pouvoir en août 2021. Dans ce contexte, la situation sécuritaire en Afghanistan est de plus en plus préoccupante. La branche afghane de Daech, l'État islamique au Khorasan (ISKP) continue d'intensifier son activité et s'est érigé comme étant la principale menace pour l'Émirat islamique autoproclamé d'Afghanistan (EIA). En ce sens, l'ISKP voit l'Afghanistan comme un potentiel théâtre d'opérations pour développer ses activités et diffuser son idéologie dans les pays voisins, voire dans les pays occidentaux. Dans ce contexte, l'ISKP accroît sa capacité à mener des actions percutantes sur ce territoire et renforce sa propagande politique et religieuse, ce qui lui permet de consolider sa présence dans la région.

Sur le plan de la sécurité, la menace terroriste en Asie appelle une stratégie globale axée à la fois sur la lutte contre le terrorisme et l'insurrection, le renforcement des

forces de sécurité locales et la création d'une société plus pacifique et plus sûre. Pour parvenir à une paix et une stabilité durables, cette stratégie doit s'appuyer sur la coopération et la collaboration internationales.

La guerre provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine est un catalyseur potentiel du terrorisme. Elle a entraîné une augmentation de la circulation des armes et des explosifs, de même que la participation au conflit de combattants volontaires d'autres nationalités. Cette situation peut être exploitée par le terrorisme mondial, par des organisations terroristes, des groupes apparentés ou des sympathisants pour porter atteinte à la sécurité publique, voire par des acteurs étatiques qui peuvent également être à l'origine d'actions terroristes.

Au-delà de la dimension sécuritaire qu'elle revêt, la guerre entre Israël et le Hamas a créé un nouveau foyer d'instabilité mondiale dont les conséquences sociales, politiques, économiques et migratoires, et leur portée, sont difficiles à prévoir. Ce conflit fait peser un risque réel et direct en termes de menace terroriste, d'extrémisme violent et d'émergence de nouvelles mouvances favorables à une idéologie radicale et violente.

Enfin, le terrorisme nationaliste, vaincu par l'État démocratique et l'État de droit, ne constitue plus aujourd'hui en Espagne une réelle menace. Il importe néanmoins que les forces et corps de sécurité continuent d'enquêter sur les actes criminels, de défendre la mémoire des victimes en tant que référence éthique et de sensibiliser la société au rôle de la démocratie dans la lutte contre le terrorisme, avec la même constance et la même efficacité.

## Objectifs

Les terroristes entendent déstabiliser et semer le chaos afin de provoquer des changements politiques, sociaux, religieux ou économiques, dans la poursuite d'objectifs spécifiques qui varient d'un groupe à l'autre selon leur idéologie. Leurs actions visent à fragiliser la stabilité et le fonctionnement d'un gouvernement, d'une organisation ou de la société dans son ensemble à travers des attaques concrètes ou aveugles contre des personnes ou des infrastructures, contre l'économie ou les intérêts du pays exposé à la menace terroriste.

Ces dernières années, les objectifs visés par les attentats perpétrés en Occident ont changé. Désormais ce ne sont plus les grandes concentrations de personnes, les moyens et les infrastructures de transport, les lieux de culte, ou encore les membres des forces armées ou de sécurité qui sont ciblés, mais des personnes isolées, d'où le nombre d'attaques commises par des loups solitaires qui privilégient l'opportunité au détriment de la préparation.

Une grande partie des attentats commis aujourd'hui par des terroristes djihadistes isolés répondent ainsi à un modus operandi qui se caractérise par un manque de préparation des actions et l'utilisation de moyens rudimentaires tels que les attaques à la voiture bélier ou à l'arme blanche. De tels actes sont difficiles à prévoir et à détecter. Or, ils sont particulièrement meurtriers et sont, de ce fait, un puissant instrument de propagande.

Dans notre pays, la menace terroriste de la part d'individus auto-radicalisés, nourris de propagande djihadiste, persiste. Cette forme de menace est associée à une plus grande probabilité de passage à l'acte de la part d'acteurs individuels ou de groupuscules, qui utilisent principalement des moyens simples et facilement accessibles, parfois des armes à feu et des explosifs de fabrication artisanale, voire des procédés plus sophistiqués. Leurs cibles privilégiées sont les cibles dites « molles », des espaces où se produisent de grandes concentrations de personnes, que ce soit sur la voie publique, dans les infrastructures de transport et les transports publics, lors de manifestations et de grands événements populaires ou dans les lieux de culte, autrement dit des espaces facilement accessibles où le nombre de victimes peut être très élevé.

Les forces et corps de sécurité continuent de mener des opérations antiterroristes. Il existe dans notre pays des structures, composées soit d'un seul individu soit d'un groupe de personnes, qui soutiennent différentes organisations djihadistes et ont la capacité de passer à l'acte.



## Chapitre 3

### Une Espagne sûre et résiliente face au terrorisme

*Le présent chapitre présente les actions menées dans notre pays, ainsi que les mesures ou les plans qu'il est prévu de mettre en œuvre afin de réduire les risques et les menaces.*

L'Espagne est un État de droit, social et démocratique, une référence de premier plan et un contributeur actif à la sécurité internationale. Le terrorisme et la radicalisation violente sont des menaces mondiales auxquelles l'Espagne n'échappe pas. L'ampleur du risque et de la menace exige une adaptation des ressources, des moyens, des systèmes et des organisations disponibles pour y faire face, de manière à les rendre plus résilients.

## Position de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme

Les modèles de référence mis au point par l'Espagne dans le domaine sécuritaire doivent être constamment révisés dans une optique d'anticipation, d'inclusion et de résilience, pour affronter les menaces mondiales qui appellent des réponses globales, coordonnées et coopératives tant au niveau national qu'international.

La lutte contre toutes les formes de terrorisme et d'extrémisme violent doit s'appuyer sur l'unité politique et sociale ; l'implication de l'administration centrale, régionale et locale ; la mobilisation du service public et de la société dans son ensemble ; l'action efficace et coordonnée des forces et corps de sécurité, des forces armées et des services de renseignement ; de même que sur un soutien et un accompagnement permanents des victimes.

L'ENCOT-2019 soulignait la valeur de l'expérience accumulée par l'Espagne dans la lutte contre toutes les formes de terrorisme et d'extrémisme. Ces acquis lui ont permis d'élaborer un référentiel de bonnes pratiques et de leçons apprises, dont :

- l'efficacité d'une détermination ferme à lutter contre le terrorisme, qui permet de prendre l'initiative face aux terroristes et de mobiliser toutes les capacités de l'État et de la société dans son ensemble ;
- l'action conjointe de tous les pouvoirs publics, qui repose sur un large consensus politique et social, pour pouvoir agir durablement avec tout le poids et l'efficacité de l'état de droit, et s'appuie sur la collaboration internationale, l'action de la police et de la justice et le concours de la communauté du renseignement ;
- la lutte antiterroriste dans une double dimension sociale, qui vise la création d'une société de plus en plus résiliente face au terrorisme et à la radicalisation violente, tout en s'appuyant sur le témoignage civique et exemplaire des victimes du terrorisme.

La coordination et la coopération intégrées, sans lesquelles le Protocole interinstitutionnel sur la réponse aux attaques terroristes, approuvé par le Conseil de sécurité nationale en juin 2022, n'aurait pas vu le jour, sont un exemple éloquent de

ces bonnes pratiques. Ce document recense les différents acteurs de l'administration de l'État appelés à intervenir en cas d'attaque terroriste, en précisant leurs capacités et leurs fonctions.

## Capacités renforcées par la lutte contre le terrorisme

De par son expérience dans la lutte contre le terrorisme, l'Espagne est aujourd'hui dotée de capacités éprouvées et dispose notamment d'un corpus législatif fort et un réseau de juges et de procureurs spécialisés. Le consensus politique est un autre facteur qui caractérise le modèle espagnol de lutte contre le terrorisme. L'unité politique favorise la cohésion sociale en faveur des victimes et contre le terrorisme, tout en envoyant un message de fermeté et de détermination à l'intention de ceux qui cherchent à détruire notre vivre-ensemble libre et démocratique.

L'Espagne s'appuie sur des structures d'information et de renseignement compétentes en matière de menace terroriste, une approche inclusive de la sécurité nationale et une forte résilience de la société pour surmonter le terrorisme et ses effets, tout en respectant le principe de la protection de la vie des personnes, de leurs droits et de leurs libertés, et de l'ordre constitutionnel.

Nos services de sécurité et de renseignement ont su évoluer et déployer leur efficacité dans la lutte contre le terrorisme afin de prendre en compte les nouveaux vecteurs de menace terroriste, qui sont le résultat de la situation actuelle. Bien que nous partagions avec nos partenaires un risque persistant d'attentat terroriste, notre pays possède un atout majeur qui est l'expérience acquise en matière d'investigation et de lutte contre le terrorisme nationaliste.

## Opérations et arrestations pour terrorisme en Espagne

Au cours de la période couverte par la précédente ENCOT (2019-2023), plus de 110 opérations ont été menées contre les activités terroristes, dont plus de 90 % contre le terrorisme djihadiste et un peu plus de 5 % contre le terrorisme nationaliste.



## Accord pour renforcer l'unité dans la défense des libertés et la lutte contre le terrorisme

Cet accord, connu sous le nom de « pacte antiterroriste », a été porté en 2015 par les deux principaux partis politiques espagnols auxquels se sont joints, par la suite, presque tous les partis représentés au sein de l'hémicycle. Depuis 2015, plusieurs réunions ont eu lieu dans le cadre de cette initiative, le pacte antiterroriste étant devenu un outil puissant pour montrer publiquement l'unité démocratique face aux attentats terroristes commis en Espagne et sur le territoire de nos pays voisins.

## Protection intégrale des victimes du terrorisme

Tout au long de son histoire, l'Espagne a été victime d'actes de terrorisme au nom d'idéologies diverses. L'attentat perpétré le 11 mars 2004 à Madrid est celui qui a fait le plus grand nombre de morts en Europe. En guise d'hommage, le 11 mars a été proclamé par l'UE « Journée des victimes du terrorisme ».

L'Espagne est attachée à la promotion des valeurs de liberté, de paix et de démocratie, et défend la mémoire des victimes en tant que référence morale pour la société. Le témoignage des victimes joue un rôle à part entière dans la prévention du terrorisme et du radicalisme violent et constitue un outil précieux pour l'élaboration d'une communication stratégique contre tout discours incitant à l'action terroriste et défendant sa légitimité.

L'Espagne a créé un modèle de protection et d'accompagnement des victimes du terrorisme qui est une référence mondiale. Ce modèle est le fruit d'un vaste accord législatif qui s'est traduit par l'adoption en 2011 de la loi pour la reconnaissance et la protection intégrale des victimes du terrorisme, l'un des textes à avoir obtenu le plus large soutien parlementaire ces dernières années. Les principes qui ont guidé l'élaboration de ce texte sont la mémoire, la dignité, la justice et la vérité. À cette initiative législative s'ajoute l'existence d'organes d'appui dédiés au sein des administrations publiques, ainsi qu'un grand nombre d'associations, de fondations et de mouvements civiques, agissant en représentation des victimes et de leurs familles.

Avec l'organisation du premier Congrès des victimes du terrorisme, parrainé par l'Organisation des Nations Unies, notre pays a joué un rôle de premier plan dans la promotion des politiques de lutte contre le terrorisme et, en particulier, dans l'appui aux victimes.

## **Financement du terrorisme**

La lutte contre l'utilisation de crypto-actifs, de crypto-monnaies ou de toute autre innovation financière, comme forme de paiement ou d'investissement pour financer les activités terroristes, est l'une des lignes de force de toute stratégie visant à neutraliser cette menace.

À cette fin, il est nécessaire de renforcer la spécialisation des organismes et des institutions qui, dans un État de droit, ont pour mission de lutter contre le terrorisme ou la radicalisation violente. Ainsi, la formation de juges et de procureurs, d'unités de police et d'autres effectifs de l'administration publique compétents en matière de poursuite du financement du terrorisme permettra de placer l'analyse économique et financière au cœur des enquêtes et d'en faire un élément essentiel de la prévention et de l'éradication de la menace terroriste.

En parallèle, il est nécessaire de continuer à développer l'interopérabilité des bases de données des différentes institutions, afin de pouvoir identifier les acteurs impliqués et de faciliter la traçabilité complète des fonds susceptibles d'être utilisés à des fins terroristes.

Enfin, il importe d'encourager la création de canaux d'échange d'informations entre les organismes et les institutions, publics et privés, pour la transmission d'informations pertinentes sur l'utilisation des nouvelles technologies, ainsi que sur d'éventuelles opérations de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme sous toutes ses formes.

## **Prévention et lutte contre la radicalisation**

La prévention et la lutte contre la radicalisation doivent être le résultat d'un travail conjoint et concerté de l'administration espagnole et de la société civile, qui doivent

s'employer à mettre en place un cadre efficace pour la prévention des facteurs ou des motivations susceptibles de faire basculer une personne dans la radicalisation violente, de quelque nature qu'elle soit, tout en promouvant une meilleure connaissance de ce phénomène et le traitement des extrémismes violents, le but étant de créer une société plus sensibilisée, plus consciente, plus sûre et plus résiliente.

Dans le domaine pénitentiaire, la prévention et la lutte contre la radicalisation constituent une priorité absolue. L'objectif, ici, est d'identifier les personnes susceptibles d'être engagées dans un processus de radicalisation, en tant que sujets actifs ou passifs, et d'intervenir sur un double plan : la sécurité carcérale et la prise en charge de ces personnes.

En outre, dans le cadre de la collaboration internationale, et en particulier au niveau européen avec le projet basé sur la collaboration de la Commission européenne, relatif à la prévention de la radicalisation au niveau local, des travaux sont actuellement en cours en vue d'élaborer un guide européen de la prévention de la radicalisation qui sera particulièrement utile pour les groupes locaux. Ce guide servira d'outil d'appui national pour la constitution et le fonctionnement de ces groupes locaux dans la nouvelle structure. De même, l'Espagne participe au réseau européen de sensibilisation à la radicalisation de la Commission européenne, qui vise à faciliter la recherche et l'échange d'informations sur les meilleures pratiques et les leçons apprises, et à promouvoir des recommandations à l'intention des États membres sur la prévention de la radicalisation.

## **Neutralisation de la propagande sur les réseaux sociaux et internet**

Le programme européen en matière de sécurité, présenté par la Commission européenne en 2015, a érigé en priorité la lutte contre la diffusion de contenus de propagande terroriste sur internet. Un cadre de coopération volontaire, toujours en vigueur aujourd'hui, a été créé à cette fin entre les États membres et les fournisseurs de services d'hébergement.

L'une des initiatives lancées en décembre 2015 a été la création du Forum de l'UE sur l'internet. Ce forum encourage la coopération volontaire entre les États membres

et les fournisseurs de services d'hébergement, ainsi que l'adoption de mesures visant à réduire l'accessibilité des contenus à caractère terroriste en ligne et à donner à la société civile les moyens d'accroître le volume de contre-discours efficaces sur internet.

L'évolution des différentes initiatives au niveau de l'UE dans le domaine de la suppression des contenus à caractère terroriste sur internet a mis en évidence la nécessité de compléter le système de signalement de ces contenus en adoptant un cadre législatif clair, qui contribuera à réduire encore davantage leur accessibilité et à lutter, de manière appropriée, contre une problématique en constante évolution.

## Collaboration internationale

La menace commune qui pèse sur la communauté internationale tout entière ne peut être contrée qu'avec des solutions conjointes et coopératives. C'est pourquoi l'Espagne s'est engagée dans la lutte contre le terrorisme en apportant une réponse fondée sur la collaboration internationale, l'action coordonnée avec nos alliés les plus proches et les initiatives internationales auxquelles notre pays prend part.

Au niveau international, l'Espagne a codirigé le 7<sup>e</sup> examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, adoptée par consensus à l'Assemblée générale en juillet 2021. C'est dans le cadre de cette stratégie qu'a été organisée à Malaga, en mai 2022, la première Conférence internationale des Nations Unies sur les droits de l'homme, la société civile et la lutte contre le terrorisme. Quelques mois plus tard, une représentation du Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (BLT/ UNOCT) a été ouvert à Madrid.

Il convient également de noter que l'Espagne participe activement aux initiatives et projets internationaux de lutte contre le terrorisme et les extrémismes violents, ce qui favorise une collaboration renforcée et fluide avec les autorités européennes et les services de police et de renseignement d'autres pays.

## Opérations et arrestations à l'étranger

La coopération internationale dans le domaine de la sécurité et du renseignement s'impose comme une nécessité, en particulier depuis quelques années. Les forces et corps de sécurité espagnols ont mené des opérations en coordination avec d'autres pays et fourni des informations aux services de sécurité étrangers.

À cet égard, il convient de mentionner les projets de l'UE et des organisations internationales, auxquels l'Espagne participe, qui ont pour objectif le renforcement des institutions et la formation des forces de sécurité locales, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans différentes régions du monde.

## Collaboration citoyenne

La collaboration citoyenne est devenue un outil essentiel pour favoriser le rejet social de la violence et des positions qui en légitiment l'usage. La lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme doit engager l'ensemble de la société, car une société unie est le meilleur garant pour assurer l'efficacité des politiques menées contre ces phénomènes.

Outre les moyens mis en place par les services de sécurité et de renseignement, différents dispositifs ont été créés afin de favoriser la collaboration citoyenne à la prévention du terrorisme, notamment le Centre de coordination de l'information sur la radicalisation (CCIR). Ces dispositifs ont pour but de faciliter la communication des citoyens et des institutions et de leur permettre de signaler tout comportement susceptible de conduire à la radicalisation, à un comportement extrémiste, à l'intransigeance ou à la haine, pour des raisons racistes, xénophobes, religieuses ou idéologiques, ou à l'exaltation de la violence. Ils permettent aussi de communiquer les cas possibles de radicalisation ou les déplacements en provenance ou à destination de zones de conflit.

## Traitement et évaluation du risque de radicalisation dans les prisons

La Stratégie nationale de sécurité 2021 souligne la nécessité de promouvoir et d'actualiser les outils de prévention, de détection et de suivi des processus de radicalisation dans les prisons grâce à la mise en œuvre d'outils de détection et d'évaluation des risques de radicalisation, ainsi que de programmes de prise en charge de ce phénomène.

L'administration pénitentiaire espagnole a mis au point un outil pour évaluer, selon une approche objective, actuarielle et quantitative, le risque de radicalisation violente à caractère djihadiste. Cet outil lui permet de tracer les profils de violence et de radicalisation de manière individualisée, et d'améliorer la gestion des interventions pénitentiaires tant sur le plan des politiques de sécurité que de la prise en charge de la radicalisation.





## Chapitre 4

### Objectif, principes, mission et vision

*Ce chapitre expose l'objectif général de la Stratégie, les principes qui l'inspirent, ainsi que sa mission et sa vision.*

#### **Objectif stratégique**

Neutraliser la menace que le terrorisme fait peser sur la population et les intérêts espagnols à l'intérieur et au-delà de nos frontières, réduire la vulnérabilité de la société et faire front aux phénomènes de radicalisation qui conduisent à l'extrémisme violent et au terrorisme.





## Principes

La protection de l'exercice des droits humains et des libertés publiques, par la mise en place des conditions propres à garantir la liberté et la sécurité de toutes les personnes et de la société dans son ensemble, s'érige en principe directeur de cette Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme.

Le soutien et l'accompagnement permanents des victimes du terrorisme, ainsi que le respect de leur dignité et de leur mémoire, sont un principe fondamental de l'ENCOT.

La coordination et la coopération intégrées sont des conditions nécessaires pour unifier la réponse des acteurs concernés de l'administration face à un acte de terrorisme et assurer la rationalisation et l'optimisation de leurs capacités et fonctions.

En conformité avec les principes qui sous-tendent la politique de sécurité nationale, les principes directeurs qui guident la présente Stratégie sont les suivants :

- une vision globale de la sécurité ;

- un engagement et une responsabilité partagée impliquant toutes les administrations, les organismes du secteur privé, la société civile et les organisations et associations internationales dont l'Espagne est membre ;
- l'unité d'action sur la base de la coordination, de la coopération et de la collaboration, tant à l'échelle nationale qu'internationale ;
- la cohérence, l'efficacité et l'anticipation dans la définition des actions ;
- la résilience en tant que capacité à résister et à se reconstruire après un attentat terroriste ;
- la transparence et l'accessibilité ;
- la mobilisation de ressources suffisantes et durables ;
- la spécialisation et la mise à niveau continue face à la nature changeante des menaces ;
- le rôle essentiel de la coordination interne entre les différentes administrations publiques et de la coopération au niveau européen et international.

## Mission

Protéger la vie et la liberté, renforcer la sécurité et le bien-être, en luttant contre la menace que représentent le terrorisme et l'extrémisme violent pour les citoyens et les intérêts espagnols à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ainsi que dans le cyberspace, en réduisant la vulnérabilité de la société et en désamorçant les processus de radicalisation qui conduisent à l'extrémisme violent et au terrorisme.

## Vision

Promouvoir les conditions nécessaires de liberté, de sécurité et de justice, propres à favoriser le vivre-ensemble de tous les citoyens, et à contribuer à la construction d'une société démocratique, plurielle, diversifiée et résiliente face au terrorisme et à l'extrémisme violent.

Cet environnement de sécurité doit être le résultat d'une action intégrée et coordonnée de l'ensemble de la société, dont l'implication active est encouragée en tant que condition indispensable à la jouissance de la liberté, de la justice, du bien-être, du progrès et des droits des citoyens, et en tant que facteur de renforcement de la résilience de ses structures, de telle sorte que :

- chaque citoyen se sente responsable de sa sécurité et de celle de ses concitoyens, et travaille activement avec les institutions de l'État pour lutter contre la menace que représentent le terrorisme et l'extrémisme violent et, le cas échéant, atténuer rapidement les effets d'un acte de terrorisme ;
- les différentes administrations et institutions œuvrent de manière coordonnée, dans le cadre d'une stratégie de prévention de la menace terroriste et de l'extrémisme violent, afin de renforcer la protection de la société ;
- les institutions chargées de lutter contre le terrorisme, quel que soit leur domaine d'action, opèrent en permanence de manière intégrée dans les processus d'évaluation des menaces et des risques, dans la définition et la mise en œuvre des actions et des initiatives de prévention, de protection et de poursuite des terroristes, des organisations terroristes et des réseaux qui leur fournissent les moyens d'agir.



## Chapitre 5

### Piliers, axes stratégiques et lignes d'action

*Ce chapitre définit les objectifs spécifiques de chacun des quatre piliers sur lesquels repose l'action concertée de l'État, ainsi que les axes stratégiques et les lignes d'action proposés pour atteindre ces objectifs.*



# PRÉVENIR

---

*Éviter le prosélytisme, l'endoctrinement et le recrutement de terroristes et d'extrémistes violents, en encourageant l'action coordonnée des différents acteurs impliqués dans la prévention, la détection et le traitement des processus de radicalisation qui préconisent le recours à la violence, des idéologies qui les sous-tendent et des moyens sur lesquels ils s'appuient.*

**Axe stratégique : promouvoir la sensibilisation et l'engagement de la société dans la lutte contre le terrorisme comme l'une des principales mesures pour améliorer la prévention et favoriser la construction d'une société moins vulnérable.**

---

- Renforcer la formation des acteurs impliqués dans la lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente.
- Mettre en œuvre et développer le Plan intégral pour la culture de la sécurité nationale, en tant que garante de la liberté, du progrès et du bien-être des citoyens et de la société, qui sont les piliers sur lesquels repose la construction de l'État de droit.
- Accorder une attention prioritaire aux groupes particulièrement vulnérables, en mettant l'accent sur la protection des enfants contre la radicalisation à des fins terroristes.
- Accorder une attention prioritaire aux personnes présentant des troubles mentaux, face aux tentatives de radicalisation à des fins terroristes.

- Encourager le témoignage des victimes du terrorisme en tant qu'instrument de prévention contre la radicalisation, et élaborer des contre-discours face à la propagande terroriste.
- Promouvoir des canaux de communication entre les citoyens et les différents organismes pour favoriser une interaction rapide et efficace avec les forces et corps de sécurité.

### **Axe stratégique : lutter contre l'endoctrinement et la radicalisation violente.**

---

- Mettre en œuvre le Plan stratégique national pour la prévention et la lutte contre la radicalisation violente (PENCRAV, d'après le sigle espagnol) et les plans connexes qui préconisent une approche transversale et globale du problème, ainsi que ceux élaborés par les différentes administrations et institutions publiques compétentes en la matière.
- Renforcer le corpus législatif afin de faciliter les actions visant à bloquer et à supprimer les contenus à caractère terroriste en ligne, conformément à la réglementation européenne.

### **Axe stratégique : prévenir le financement du terrorisme.**

---

- Promouvoir la localisation, le recouvrement et la gestion des avoirs, aux niveaux national et international.
- Renforcer la collaboration et la coopération internationales dans le domaine de la lutte contre les sources de financement du terrorisme.
- Mettre en œuvre le Plan stratégique national contre le financement du terrorisme (PENCFIT, d'après le sigle espagnol), ainsi que les plans connexes qui préconisent une approche transversale et globale du problème.

### **Axe stratégique : améliorer les outils d'identification, d'évaluation et d'analyse des risques.**

---

- Renforcer l'Unité nationale de signalement des contenus.
- Promouvoir le développement d'outils de lutte contre la propagande radicale violente ou terroriste sur internet et les réseaux sociaux.
- Renforcer les systèmes d'évaluation et d'analyse prospective du risque de menace terroriste.

### **Axe stratégique : accroître les capacités dans la lutte contre la désinformation.**

---

- Renforcer les capacités des administrations publiques et des unités d'enquête des forces et corps de sécurité pour combattre les campagnes de désinformation portant atteinte à la sécurité nationale et menées à des fins terroristes ou de radicalisation, que ce soit par la diffusion de récits fallacieux ou par le recours à des guerres cognitives, à des stratégies hybrides, à la manipulation persistante ou à toute autre tactique, technique ou méthode.
- Encourager la collaboration, aux niveaux national et international, entre les secteurs public et privé, et avec d'autres organismes compétents, la société civile et les milieux universitaires.

**Axe stratégique : promouvoir la coordination, la coopération et la collaboration internationales et le développement d'une action extérieure commune, au sein des organisations internationales et sur le plan bilatéral.**

---

- Participer à des forums, des initiatives et des projets internationaux portant sur la prévention du terrorisme et de la radicalisation violente.
- Appuyer la formation des membres des forces armées et des services de sécurité de pays tiers en matière de lutte contre le terrorisme.

**Axe stratégique : appuyer et renforcer la représentation du Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies de Madrid (BLT/ UNOCT).**

---

- Appuyer l'assistance et la collaboration que le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies peut offrir aux États membres pour créer et renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme.

**Axe stratégique : promouvoir les activités de renseignement.**

---

- Renforcer les capacités en matière de collecte d'informations et d'extraction de renseignements concernant la nature, la portée et les tendances de la menace terroriste et des risques qui y sont associés, et promouvoir la mutualisation des informations et des renseignements avec les pays partenaires et alliés.



### **Axe stratégique : prévenir la radicalisation dans les prisons.**

---

- Favoriser les cadres de coopération, de coordination et de collaboration au sein des administrations pénitentiaires et entre celles-ci et les services d'information et de renseignement.
- Prévenir, détecter et neutraliser les processus de radicalisation dans les prisons, par l'identification, le contrôle et l'intervention auprès de personnes qui promeuvent ou entretiennent des idéologies extrémistes.

### **Axe stratégique : prévenir le risque de déplacement de personnes radicalisées à destination ou en provenance de zones de conflit, ainsi que celui posé par le retour des combattants terroristes étrangers (CTE).**

---

- Renforcer la coordination internationale en matière de transfert et de retour de personnes déplacées.
- Intensifier les échanges d'informations avec les partenaires ou les alliés en cas de retour de CTE.
- Impulser les mesures législatives nécessaires pour assurer une réponse adéquate face à cette menace.
- Procéder à des évaluations du risque posé par les combattants terroristes étrangers.

# PROTÉGER

---

*Assurer une sécurité et une protection maximales de la société, des citoyens, des institutions et des intérêts nationaux, réduire la vulnérabilité des cibles potentiellement sensibles au terrorisme et à l'extrémisme violent et rendre visible le travail de l'État.*

**Axe stratégique : élaborer et mettre en œuvre des plans de protection spécifiques, ainsi que des plans connexes de deuxième niveau.**

---

- Tenir constamment à jour le Plan de prévention, de protection et de réponse antiterroriste.
- Renforcer les plans de protection nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) et de cybersécurité, ainsi que les plans de protection des infrastructures critiques, des ports et des aéroports, des espaces publics et des zones sensibles.
- Coopérer en matière de sécurité, de contrôle et de non-prolifération du trafic international d'armes et d'explosifs, de leurs précurseurs et des biens à double usage.
- Actualiser et mettre en œuvre des plans de protection des personnes présentant un risque particulier, et réduire les vulnérabilités des infrastructures critiques, en particulier celles liées au personnel.
- S'assurer que les citoyens espagnols résidant à l'étranger sont informés par les canaux appropriés de la situation de risque existante et des mesures à prendre s'ils sont touchés par des actes de terrorisme, et assurer la protection des intérêts de l'Espagne à l'étranger.

### **Axe stratégique : promouvoir des mesures de coopération et de coordination au niveau des forces et corps de sécurité de l'État et des entreprises de sécurité.**

---

- Renforcer la sécurité privée en tant qu'élément complémentaire et indispensable de la collaboration avec la sécurité publique, à travers des actions de formation et l'échange d'informations sur le terrorisme et l'extrémisme violent, dans le cadre de l'état de droit.

### **Axe stratégique : accroître les capacités et les moyens, et renforcer les outils de détection.**

---

- Renforcer la cybersécurité, les contrôles aux frontières, et le contrôle du trafic d'armes, d'explosifs et de biens à double usage.

### **Axe stratégique : promouvoir la coopération et la coordination à l'échelle européenne et internationale.**

---

- Promouvoir et contribuer à l'adoption de mesures de protection au sein de l'UE, renforcer les frontières extérieures, et améliorer l'interopérabilité au moyen des bases de données et de la numérisation intégrée.
- Promouvoir et développer des mesures de protection et de coopération en matière de politiques de sécurité avec les pays tiers.

### **Axe stratégique : améliorer et impulser l'échange d'informations.**

---

- Renforcer l'échange d'informations et l'entraide à l'échelle nationale et internationale.

# POURSUIVRE

---

*Identifier les terroristes et les extrémistes violents et mener les enquêtes de manière intégrée à l'échelle mondiale afin de prévenir la planification et l'exécution d'attentats, en agissant également contre les réseaux d'appui, de financement et de soutien logistique, et faire en sorte que des poursuites judiciaires puissent être engagées.*

## **Axe stratégique : lutter contre le financement.**

---

- Renforcer la mise en œuvre du Plan stratégique national de lutte contre le financement du terrorisme (PENCFIT) et des plans connexes.
- Promouvoir la collaboration internationale dans le domaine des enquêtes financières sur le terrorisme et l'extrémisme violent.

## **Axe stratégique : assurer et renforcer la coordination et la coopération opérationnelles, ainsi que les activités de renseignement.**

---

- Renforcer le système de coordination entre les forces et corps de sécurité de l'État et les entreprises de sécurité privée.
- Développer la coordination, la coopération et l'échange d'informations au sein de l'administration pénitentiaire, et entre celle-ci et les services d'information et de renseignement.
- Renforcer les moyens et les outils disponibles pour l'échange d'informations et de renseignements sur le plan national et international.

### **Axe stratégique : empêcher toute synergie entre le terrorisme et le crime organisé.**

---

- Promouvoir des mesures de contrôle pour empêcher que des liens puissent être créés entre le crime organisé et le terrorisme.

### **Axe stratégique : lutter contre le discours des terroristes.**

---

- Prévenir et contrer la propagande terroriste et celle de l'extrémisme violent diffusée via internet ou par tout autre moyen.

### **Axe stratégique : combattre et éliminer l'utilisation illicite de tous les types d'armes, d'explosifs et de biens à double usage.**

---

- Impulser les mesures de contrôle et les systèmes d'alerte rapide pour tous les types d'armes, d'explosifs et de biens à double usage.

### **Axe stratégique : promouvoir et maintenir les systèmes internationaux de coopération pénale.**

---

- Impulser des instruments bilatéraux et multilatéraux de coopération internationale visant à faciliter les enquêtes sur les actes de terrorisme et les moyens utilisés pour les commettre, ainsi que les poursuites judiciaires contre leurs auteurs ; promouvoir des instruments visant à faciliter la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires afin d'assurer la poursuite effective des auteurs d'infractions terroristes aux niveaux européen et international.

# PRÉPARER

---

*Limiter autant que possible les conséquences d'un acte de terrorisme, en garantissant un soutien complet aux victimes, en réparant les dommages causés et en assurant le retour à la normale, par la mise en œuvre des actions et des plans de relèvement rapide prévus, tout en capitalisant les retours d'expérience afin de préparer les actions de réponse futures.*

## **Axe stratégique : œuvrer en faveur d'une société plus résiliente.**

---

- Développer les capacités d'action et de réponse de la société grâce à une formation complète en matière de sécurité nationale.
- Encourager la collaboration des citoyens par le biais de programmes publics.

## **Axe stratégique : limiter les conséquences et assurer le retour à la normale.**

---

- Promouvoir la coordination public-privé afin de limiter dans toute la mesure du possible les conséquences d'un attentat terroriste.
- Répondre de manière exhaustive tant sur le plan physique que numérique, et assurer le retour à la normale dans les plus brefs délais.
- Mettre en œuvre le plan de communication stratégique et de gestion des crises, pour que tous les acteurs concernés puissent atténuer les effets, y compris psychologiques, des actes de terrorisme et d'extrémisme violent.

### **Axe stratégique : développer le soutien et l'accompagnement intégral et permanent des victimes du terrorisme, dans le respect de leur dignité et de leur mémoire.**

---

- Diffuser, notamment par l'intermédiaire du Centre d'expertise de l'UE pour les victimes du terrorisme et du Réseau européen de points de contact, les bonnes pratiques du modèle espagnol de protection intégrale des victimes du terrorisme en tant que référence internationale.
- Développer l'activité de la fondation *Centro Memorial para las Víctimas del Terrorismo* (Centre pour la mémoire des victimes du terrorisme).
- Promouvoir activement des projets de formation spécifiques destinés à la communauté enseignante, avec la mise à disposition de matériels pédagogiques sur l'histoire, la mémoire et la prévention du terrorisme en Espagne.

### **Axe stratégique : mettre en œuvre un système basé sur les retours d'expériences en matière de gestion des crises.**

---

- Mettre au point des systèmes d'évaluation critique avec la participation de tous les acteurs, afin d'optimiser les réponses futures et de recueillir les leçons apprises, conformément au Protocole interinstitutionnel de réponse aux attentats terroristes.

### **Axe stratégique : promouvoir la coordination européenne et internationale.**

---

- Favoriser l'échange d'informations et d'acquis d'expérience au sein de l'UE sur les mécanismes de réponse.

- Promouvoir la révision de la législation de l'UE relative au fonctionnement des mécanismes communautaires de protection civile, prévus dans la stratégie antiterroriste de l'UE.
- Tenir à jour la cartographie des risques externes.
- Renforcer l'évaluation de la menace et des risques dans les zones d'opération où sont déployées des unités des forces armées.







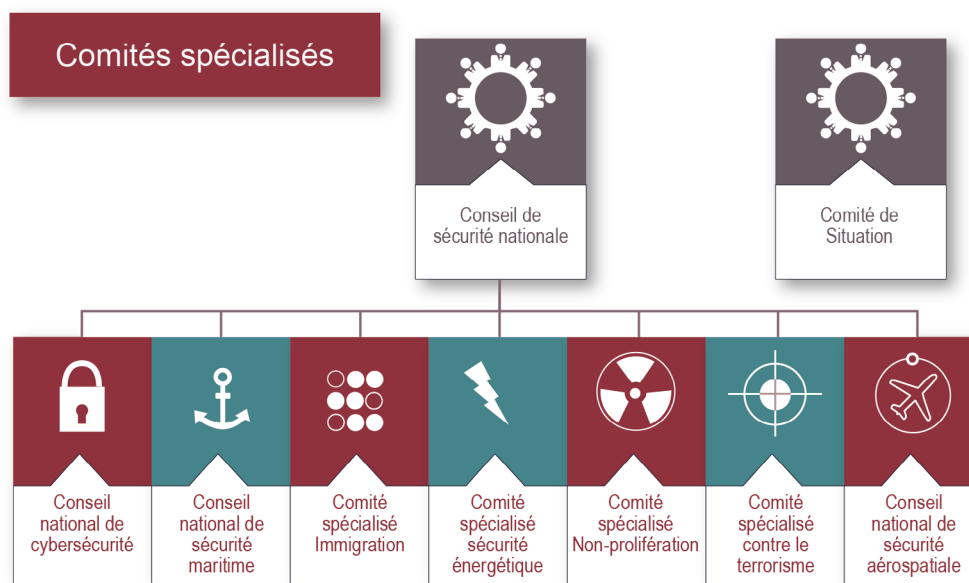
## Dernier chapitre

### La lutte contre le terrorisme dans le cadre du Système de sécurité nationale (SSN)

*Ce chapitre explique la manière dont la Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme (ENCOT) s'imbrique au sein du Système de sécurité nationale.*

La menace terroriste et la radicalisation violente dans toutes leurs manifestations relèvent de la sécurité nationale. Cette dernière se définit comme l'action de l'État visant à protéger la liberté, les droits et le bien-être des citoyens, à garantir la défense de l'Espagne, de ses principes et de ses valeurs constitutionnelles, et à contribuer, de concert avec ses partenaires et alliés, à la sécurité internationale.

L'organe chargé de conseiller directement le président du Gouvernement sur la politique de sécurité nationale et le système de sécurité nationale est le **Conseil de sécurité nationale**, en sa qualité de Commission déléguée du gouvernement en la matière. Il est assisté d'un comité spécialisé et unique pour l'ensemble du système de sécurité nationale : le **Comité de situation**.



Le Comité de situation est l'organe chargé d'assister le Conseil de sécurité nationale pour la direction et la coordination des actions relatives à la **gestion de crises**, notamment le terrorisme et la radicalisation violente. Le Comité de situation est convoqué pour assurer la gestion des situations de crise dans le cadre de la menace terroriste et de la radicalisation violente, avec l'aide du **Comité spécialisé contre le terrorisme**, qui a notamment pour mission d'appuyer le Comité de situation, chacun agissant dans son domaine de compétence, sous la direction stratégique et politique du Conseil de sécurité nationale.

Le **Comité spécialisé contre le terrorisme** est l'organe chargé de proposer au Conseil de sécurité nationale des recommandations en matière de planification et de coordination de la politique de sécurité nationale et d'appuyer la prise de décisions dans la lutte contre le terrorisme. Il intervient dans l'analyse de la mise en œuvre de la Stratégie de sécurité nationale en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et recommande, si nécessaire, qu'elle soit révisée.



Le Comité spécialisé contre le terrorisme promeut des actions transversales de lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente et contribue à l'élaboration de propositions législatives afin de renforcer le système de sécurité nationale contre le terrorisme.

De même, il vérifie le degré de mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre le terrorisme et participe à l'élaboration des plans stratégiques proposés ainsi qu'à la mise en œuvre des plans existants. Il peut créer des groupes de travail qui lui fourniront un soutien technique dans l'exercice de ses fonctions. Il est également chargé de renforcer les relations entre les administrations publiques, ainsi que la coordination et la collaboration public-privé dans la lutte contre le terrorisme.

Il est présidé par la personne titulaire du secrétariat d'État à la Sécurité et, compte tenu du caractère pluridisciplinaire et transversal de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente, il compte aussi sur la collaboration d'autres ministères et organismes des administrations publiques compétents en la matière. Le département de la sécurité nationale du Cabinet de la présidence du Gouvernement exerce les fonctions de secrétariat technique et d'organe de travail permanent du Comité spécialisé contre le terrorisme.

## Gestion des crises

La Stratégie de sécurité nationale souligne la nécessité d'élaborer un modèle intégré de gestion des situations de crise qui permette au Conseil de sécurité nationale de détecter et d'évaluer les risques et les menaces, et de pouvoir ainsi assurer une réponse optimale et coordonnée de l'action de l'État et de ses moyens, dans une approche globale et résiliente.

À cet égard, la **prévention** s'avère un élément essentiel qui demande un effort de sensibilisation et de coordination de la part des acteurs responsables de la lutte contre la menace terroriste afin d'évaluer efficacement les risques et, sur la base de cette évaluation, de mettre en œuvre les mesures appropriées pour améliorer la sécurité des citoyens.

Toutefois, nous devons être conscients qu'il n'est pas possible de garantir une protection totale et absolue. Il faudra donc définir une **réponse opérationnelle** coordonnée, globale et proportionnée aux risques induits par la menace terroriste, et renforcer, le cas échéant, la coordination nécessaire entre les capacités opérationnelles des forces et corps de sécurité et celles des autres centres et entités sectoriels compétents en matière de sécurité, face à l'éventualité d'un attentat terroriste.

À cette fin, et conformément au principe de l'unité d'action, une **structure organisationnelle** doit être mise en place dans le but de favoriser la coordination, la coopération et la collaboration, nationales et internationales. Il est, en effet, prioritaire de se préparer à la possibilité d'un acte de terrorisme en renforçant les systèmes de coordination de la réponse à un tel acte, ainsi que les dispositifs prévus pour la prise en charge des victimes, la réparation des dommages et le rétablissement du fonctionnement normal des institutions et de la société.

L'expérience acquise dans la lutte contre le terrorisme a doté l'Espagne de capacités éprouvées : un arsenal législatif fort, un ministère public et des tribunaux expérimentés ; des structures opérationnelles et de renseignement parfaitement rodées ; une sécurité nationale fondée sur une approche nationale intégrée qui, jointe aux capacités antiterroristes des forces et corps de sécurité, donne à notre pays une forte capacité de réponse.

Face à un acte de terrorisme, la mobilisation de ces structures relève, sur le plan opérationnel, du ministère de l'Intérieur et, sur le plan politique et stratégique, du Système de sécurité nationale, lorsque la dimension de l'acte, son caractère transversal ou la combinaison de ces deux aspects le justifient.

À cet égard, il sera nécessaire de continuer à définir les éléments indispensables à la mise en place, **dans le cadre du système de sécurité nationale, d'un système intégré d'alerte rapide, fondé sur des indicateurs critiques sur le plan politique et stratégique.**

Par ailleurs, il est primordial de promouvoir une **communication stratégique** efficace et proactive pour que tous les acteurs impliqués puissent répondre à un acte de terrorisme ou d'extrémisme violent et contrer la propagande ultérieure, en vue de minimiser les conséquences de l'acte et d'accroître la résilience de la population et des institutions touchées, en favorisant la collaboration et la participation des médias sociaux.

La communication stratégique doit être envisagée de manière globale et intégrée, et s'articuler sur trois plans : sur le plan intérieur, elle doit s'adresser à l'ensemble de la population ; sur le plan extérieur, elle doit aborder la menace terroriste dans le contexte actuel de la mondialisation, caractérisé par la volatilité, l'incertitude, la complexité et

l'ambiguïté (VICA) ; et en ce qui concerne les terroristes et les extrémistes violents, elle doit être capable de leur transmettre un message clair et sans équivoque sur la détermination de la société espagnole à utiliser tous les moyens qu'offre l'état de droit pour assurer sa victoire sur le terrorisme.

En conclusion, la lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente en Espagne repose sur un système pleinement mûri, qui a fait ses preuves en matière de prévention et de gestion de situations de crise, en raison des nombreux actes de terrorisme auxquels notre pays a été confronté. Il s'est doté d'une forte capacité à faire face et à se reconstruire rapidement, ainsi que des mécanismes nécessaires pour accompagner les victimes de manière exemplaire, dans le plus grand respect de leur dignité et de leur mémoire.

## Validité et mise à jour

La Stratégie de lutte contre le terrorisme 2023 couvre une **période de cinq ans** et s'inscrit ainsi dans l'horizon temporel fixé dans la Stratégie de sécurité nationale 2021 et les autres stratégies sectorielles connexes.

Compte tenu de l'évolution permanente des risques et des menaces que font peser le terrorisme et la radicalisation violente, le Conseil de sécurité nationale peut néanmoins décider à tout moment de réviser la stratégie avant la fin de la période initialement prévue.

La Stratégie de lutte contre le terrorisme 2023 fera l'objet d'un processus d'évaluation continue. Un rapport d'évaluation sera élaboré chaque année afin de déterminer le degré de réalisation des objectifs et des priorités stratégiques énoncés dans le présent document.

